

*Le budget—M. Van De Walle*

Une agriculture viable est essentielle à l'économie de notre pays. L'annonce par le ministre de l'Agriculture d'un programme d'aide de un milliard de dollars visant à accroître les liquidités des agriculteurs touchés par la chute libre du cours mondial du blé constituait une bonne nouvelle pour un secteur en difficulté. Allié à la suppression de la taxe sur l'essence, à la baisse des taux d'intérêt, à l'établissement de comités d'examen de la dette agricole, à l'exonération de 500 000 \$ des gains en capital, ainsi qu'aux versements de stabilisation du grain de l'Ouest, ce programme va aider beaucoup d'agriculteurs de l'Ouest à tenir le coup. En attendant que la situation internationale revienne à la normale, l'économie de notre pays va bénéficier de ce programme d'aide.

Toutefois, il va falloir envisager d'autres programmes, de participation au capital et de remboursement plus flexible, par exemple. Toutefois, là n'est pas la solution à long terme. Les agriculteurs canadiens ne veulent ni subventions ni cadeaux. Ils veulent des marchés sûrs et un prix raisonnable pour leurs produits, comme tous les autres hommes d'affaires. En tant que gouvernement, nous devons créer un climat économique et international qui permette au secteur agricole de faire ce qu'il fait de mieux, soit produire des quantités massives de produits alimentaires de haute qualité qui soient concurrentiels sur les marchés nationaux et internationaux. Dans ce contexte, on ne peut oublier l'importance de la recherche, du développement de nouveaux marchés et d'un réseau de transport efficace. Dans notre vaste pays, 5 p. 100 seulement des terres sont fertiles et constituent un milieu idéal pour la culture de produits agricoles. Une bonne utilisation de la terre et la conservation des sols sont essentiels au bien-être de notre pays. Il faut diversifier et traiter nos produits agricoles si nous voulons que l'Alberta atteigne son plein potentiel. Les consommateurs canadiens reconnaissent l'importance de notre production alimentaire et le besoin d'un secteur agricole fort. Ils appuieront les futures initiatives du gouvernement dans ce secteur.

De nombreux habitants de Pembina dépendent du pétrole et du gaz. Ils travaillent dans les gisements, les usines d'épuration du gaz et les centaines de petites compagnies qui fournissent des biens et des services. C'est révoltant pour ceux qui sont en chômage, car ils savent que le Canada a besoin d'énergie et que la prospection et le développement doivent continuer si nous voulons assurer nos approvisionnements.

• (1620)

Au cours de la dernière décennie, le programme énergétique national, créé par le précédent gouvernement libéral et appuyé par les socialistes, a siphonné des milliards de dollars de l'Alberta. C'était une taxe catastrophique, basée non sur les profits, mais sur la production. Aujourd'hui, le secteur pétrolier de l'Alberta est en difficulté. Je demande au gouvernement de l'aider. Nous ne demandons rien de plus que ce que reçoivent les autres secteurs de notre économie, notamment des actions accréditives et des allocations de dépréciation. Inutile que je rappelle aux députés que tout le Canada profite d'un secteur énergétique sain en Alberta.

La chute de l'économie de l'Alberta a gravement touché le secteur de la construction. La construction résidentielle et industrielle est au point mort. Les travailleurs spécialisés sont les principales victimes de cette catastrophe. Seulement la prise de mesures immédiates par le gouvernement fédéral de

concert avec la province de l'Alberta pourra remettre l'industrie du bâtiment sur les rails et favoriser l'expansion de l'industrie, la reprise des travaux de voirie, la construction de maisons et la mise en valeur de nos milieux touristiques.

L'emploi relève du gouvernement fédéral. Je suis certain qu'il s'efforcera de faire disparaître les disparités régionales dans un esprit de justice et d'unité nationale. La diversité économique est essentielle pour la vitalité à long terme de l'Alberta. Nous avons d'excellentes occasions de mettre notre industrie houillère en valeur. Le charbon à faible teneur en soufre est idéal pour l'industrie de l'Ontario. Il minimise les émissions acides et facilite énormément le contrôle de la pollution. Je mets les gouvernements de l'Alberta, de l'Ontario et du Canada au défi de lancer ce projet. Ce serait avantageux pour tout le pays.

La haute technologie est bien à la mode. Bon nombre de localités de l'Alberta s'efforcent d'attirer les meilleures entreprises qui soient dans le domaine de l'informatique et de l'électronique. Je suis heureux que le gouvernement reconnaisse l'importance de l'industrie de l'électronique pour l'avenir.

Les plus grandes possibilités s'offrent dans le domaine du tourisme, qui est une ressource nationale renouvelable. Toutes les régions du Canada sont propices au tourisme, même les plus petites localités. Nous avons tout ce qu'il faut: de beaux paysages, des montagnes, des lacs, de la faune, des arts, des particularités linguistiques, une culture et des loisirs. Il suffit de saisir l'occasion, de faire de la publicité et d'accueillir les touristes le mieux possible. Nous voulons qu'ils reviennent chez nous souvent. Comme nous le disons en Alberta: «Souriez, un touriste vous regarde».

Le Canada est une nation commerçante. Une grande partie de ce que nous produisons est destinée à l'exportation. Le commerce signifie les emplois. Je tiens donc à féliciter le gouvernement fédéral et les provinces de leurs efforts concertés dans le domaine du commerce extérieur. Nous devons faire mieux et traiter une plus grande partie de nos matières premières pour exporter plus de produits semi-finis ou finis. Les Albertains sont ravis des initiatives du gouvernement en vue de favoriser le libre-échange. Étant donné le protectionnisme croissant aux États-Unis, les pourparlers commerciaux revêtent une importance critique pour l'avenir de notre pays. Les membres du Marché commun européen ont négocié leur propre entente, comme l'ont fait l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Pourquoi le Canada et les États-Unis ne feraient-ils pas la même chose? Cela voudrait dire plus de prospérité et d'emplois pour les Canadiens. L'Alberta s'en réjouirait.

Je tiens à souligner à quel point les habitants de Pembina appuient le principe de la libre-entreprise. Les gouvernements ne doivent pas être dans les affaires: ils doivent plutôt favoriser un milieu positif pour que les entreprises prospèrent par leurs propres moyens. Les Albertains reconnaissent l'utilité des mesures prises jusqu'ici par le gouvernement pour privatiser les sociétés d'État. Quand fera-t-il quelque chose au sujet de PetroCan et d'Air Canada? Le gouvernement mérite nos félicitations pour sa détermination à aider et à réglementer plutôt qu'à rivaliser avec le monde des affaires.

Tout comme les habitants de Pembina, j'ai confiance dans l'avenir. Nous pouvons nous estimer heureux. Les Canadiens